S'assembler en Provence sous la Révolution. Légitimité des réunions des sociétés populaires comme mode de participation collective du peuple au débat public (1791-1794)

Paula Cossart

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ahrf/805>
DOI : 10.4000/ahrf.805
ISSN : 1952-403X

Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

Édition imprimée

Date de publication : 1 mars 2003
Pagination : 55-75
ISSN : 0003-4436

Référence électronique

Paula Cossart, « S'assembler en Provence sous la Révolution. Légitimité des réunions des sociétés populaires comme mode de participation collective du peuple au débat public (1791-1794) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 331 | janvier-mars 2003, mis en ligne le 18 avril 2008, consulté le 23 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/805> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ahrf.805>

S'ASSEMBLER EN PROVENCE SOUS LA RÉVOLUTION LÉGITIMITÉ DES RÉUNIONS DES SOCIÉTÉS POPULAIRES COMME MODE DE PARTICIPATION COLLECTIVE DU PEUPLE AU DÉBAT PUBLIC (1791-1794)

PAULA COSSART

Par l'observation des modalités concrètes de participation des citoyens dans les réunions de Clubs jacobins provençaux, il s'agit de repeupler l'analyse de cette expérience révolutionnaire. Cet article montre que la réunion politique jacobine se trouve à mi-chemin entre une forme de participation populaire au débat public, susceptible d'être encouragée dans la perspective du souci gouvernemental de circonscription de l'espace public, et une autre forme, suscitant méfiance ou rejet. La réunion politique se révèle être à la fois un lieu où le peuple doit faire l'apprentissage d'une civilité politique nouvelle, mais aussi où les formes d'expression traditionnelles, faisant une place à la passion, à la violence, ne sont qu'imparfaitement chassées. Par ailleurs, les réunions, dont le but affiché est de permettre aux citoyens de s'éclairer mutuellement en échangeant leurs idées sur la chose publique, tendent à déborder de cette fonction de lieu de discussion, pour se faire acteur collectif.

Mots clés : réunion ; participation ; ordre ; citoyen ; violence ; passion.

Déjà si souvent parcourues, les pages des cahiers de délibérations des Clubs jacobins peuvent sembler épuisées si nombreux ont été les écrits dont elles sont la source majeure. Si nous voulons rouvrir encore ces registres, c'est pour repeupler l'analyse de cette expérience révolutionnaire, car les multiples travaux sur les Clubs jacobins nous informent rarement ou marginalement sur les modalités concrètes de participation des citoyens dans ces structures. Que signifiait « participer » dans les sociétés populaires qui fleurirent à cette époque ? Pour y répondre, nous observons ici les réunions qui se tenaient régulièrement dans ces Clubs, réunions qui, selon les périodes, pouvaient ne rassembler que les seuls membres, ou bien admettre la présence d'un public extérieur.

Cette forme d'intervention collective du peuple dans le débat public qu'est la réunion politique constitue une manière spécifique d'être

ensemble politiquement, qui a toujours suscité, parallèlement, encouragement et méfiance. Encouragement, car la réunion politique, lorsqu'elle est encadrée, est considérée comme une des formes légitimes de participation des masses. Avec la Révolution, cette participation politique du peuple est admise, car « elle apparaît susceptible de fournir des motifs de croire, c'est-à-dire des raisons d'adhérer à la nouvelle autorité, des raisons d'obéir à nouveau » (1). Mais à côté de cet impératif de justification, joue un souci de préservation de l'ordre public. Si l'on admet la participation politique des masses, c'est aussi en ayant soin de circonscrire l'espace public, de façon à préserver la décision publique de leur influence directe. Or, de ce point de vue, la Révolution, comme l'Ancien Régime, redoute avant tout cette forme d'être ensemble politiquement que sont les attroupements : pour interdire ceux-ci, il apparaît nécessaire d'autoriser un droit de réunion et d'association. La réunion politique peut être appréhendée comme une forme de participation collective du peuple à la chose publique encouragée dans la perspective de circonscription de l'espace public, qu'a mise en évidence Dominique Reynié : « Du point de vue de l'ordre public, la solution n'est pas dans l'interdiction sommaire et frontale. Elle est dans une interdiction faite d'autorisations. [...] Aussi longtemps que le législateur n'aura pas aménagé un espace autorisé, il ne pourra interdire l'accès à l'espace social comme espace politique. Aussi longtemps que le législateur n'aura pas autorisé un espace public de droit, la place publique sera l'espace politique de fait » (2). Sous certaines conditions, la réunion répond aux fondements pratiques du travail de circonscription de l'espace public relevés par l'auteur : la promotion d'un espace public ne pouvant se confondre avec la place publique ; l'idéal d'un sujet collectif abstrait, c'est-à-dire l'individualisation de l'accès à l'espace public ; l'idéal d'une participation sans action, c'est-à-dire la mise en avant de l'opinion comme forme sociale de la participation ; la promotion, enfin, de la politique ordinaire.

Pourquoi l'expérience révolutionnaire des Clubs a-t-elle alors laissé dans la mémoire l'image d'une aventure dangereuse ? Les réticences entourant l'épisode jacobin découlent largement de ce que les réunions des Clubs n'ont pas toujours respecté les impératifs, guidés par ce souci de l'ordre, permettant une circonscription de l'espace public : les réunions jacobines ont occasionnellement débordé sur la place publique ; elles ont parfois procédé à des interventions en leur nom collectif dans l'espace public ; elles se sont souvent fait acteurs, et non pas seulement lieux de développement d'une opinion ; elles ont quelquefois débordé les frontières posées par la politique ordinaire, tant par la nature des objets de discussion que par l'in-

(1) Dominique REYNIÉ, *Le triomphe de l'opinion publique. L'espace public français du XVIII^e au XIX^e siècle*, Paris, Odile Jacob, 1998, p. 86.

(2) *Id.*, p. 52.

tensité de ces discussions. La réunion politique constitue une forme de participation politique collective instable du point de vue de l'ordre public, à mi-chemin entre légitimité et illégitimité.

Nous sommes partie de ce questionnement pour relire les procès-verbaux de quelques Clubs jacobins de l'ancienne Provence, région constituant l'un des pôles de très forte densité de sociétés politiques, « éclatante démonstration de l'existence d'une "sociabilité méridionale" des bourgs urbanisés » (3). Cette vigueur du phénomène jacobin en Provence, c'est ce que laissaient attendre les travaux de Michel Vovelle et de Maurice Agulhon, et c'est ce qu'a mis quantitativement en évidence l'enquête dirigée par Jean Boutier et Philippe Boutry sur le réseau des sociétés politiques. En nous centrant sur les années 1791-1794 nous appréhendons une période assez homogène du point de vue de la forme prise par le système associatif jacobin : ces années correspondent à une étape nouvelle où se sont formées des sociétés populaires dont la clientèle, « les citoyens non actifs, les hommes du peuple, urbains ou ruraux », rompt avec la démocratisation limitée des sociétés existant auparavant (4).

I. La réunion politique entre débordements et apprentissage d'une civilité politique nouvelle

I. 1. Lieu où le peuple doit apprendre à devenir citoyen

Le rituel électoral a pu être étudié comme le lieu d'une « forclusion de la violence [reposant] en partie sur l'édification d'un espace électoral sacralisé qui oblige le citoyen à certaines formes de "civilité électorale" » (5). Similairement, la réunion politique jacobine peut être appréhendée comme le lieu où l'individu concret apprend à devenir citoyen. La salle où ont lieu les réunions des Clubs est en effet considérée comme un lieu où le citoyen doit adopter un certain comportement, obéir à un ensemble de règles. Celui qui pénètre dans l'enceinte d'un Club est censé parvenir à maîtriser ses passions, à apprendre les règles d'une civilité politique, nécessaire au bon déroulement des réunions. Mais devenir citoyen, c'est aussi être capable de se défaire de ses liens sociaux : la réunion est le lieu de l'autonomisation du politique par rapport au reste de la vie sociale.

Les réunions des Clubs jacobins sont d'abord marquées par la nécessité qu'a le citoyen de se contrôler. Tout un système de contraintes comporte-

(3) Jean BOUTIER, Philippe BOUTRY, *Les sociétés politiques. Atlas de la Révolution française*, Paris, EHESS, 1992, p. 32.

(4) Cf. Raymond HUARD, *La naissance du parti politique en France*, Paris, FNSP, 1996, pp. 27-31.

(5) Yves DELOYE, *Sociologie historique du politique*, Paris, La Découverte, 1997, p. 101.

mentales s'impose à l'individu, astreint à maîtriser ses faits et paroles dès qu'il pénètre dans la salle. Le rappel de la nécessaire décence des personnes présentes revient souvent dans les procès-verbaux. Le 7 octobre 1791, lors d'une réunion de la Société des Amis de la Constitution d'Apt, un membre « a parlé sur la décence qui doit régner dans les séances, d'après quoi il a été délibéré que celui qui sera surpris à *polissonner* dans les seances, il sera mis en délibération s'il sera exclu de la société » (6). Ces indécences dénoncées sont souvent liées à l'ébriété de certaines personnes, état reproché comme un manquement à la dignité civique des membres et de toutes les personnes présentes dans la salle. Est ainsi noté dans le procès-verbal de la réunion du 1^{er} vendémiaire an III du Club de Nice que « plusieurs motions ont été faites pour interdire la parole au citoyen Rossi et à tous ceux qui le demanderoient n'étant pas dans l'état où un vray republicain doit être quand il demande la parole, enfin à tous ceux qui seront pris du vin et qui troubleront la société » (7).

Ceux qui manquent au respect de la réunion sont surtout ceux qui mettent le trouble dans la société, ceux qui font du bruit : calme et silence sont les premiers devoirs des citoyens réunis. Des mesures sont alors prises pour prévenir ce désordre, telle que l'institution de commissaires de salle. En ventôse an II, à Aix, un règlement pour la police intérieure de la société des Antipolitiques est élaboré, lequel révèle l'attachement au respect d'un code de comportement. Il y est spécifié que les sociétés populaires « doivent être majestueuses », doivent « porter avec elles ce caractère de dignité », avoir une « attitude fière et imposante » : « L'ordre et l'intelligence sont le nerf des assemblées des citoyens. S'ils ne sont pas dirigés par des lois de discipline sages et dignes de la liberté, leurs assemblées ne seroient bientôt plus qu'une cohue et une confusion où l'intérêt public ne pourroit être discuté avec méthode et clarté » (8). Troubler l'ordre de la société, notamment par le bruit, est perçu comme un délit, et ce quelles que soient les personnes fautives : les femmes et les enfants sont souvent dénoncés comme manquant de respect aux réunions, en raison de l'agitation dont ils sont les acteurs (9).

Mais le contrôle de soi demandé à tout individu présent tourne surtout autour du discours. Pour prendre la position d'orateur, tout un ensemble de contraintes s'impose. Tout d'abord, la prise de parole ne se fait pas librement. Si, dans leur détail, les règles diffèrent selon la société considérée, de façon générale, il faut toujours demander la parole au président, qui décide ou non de l'accorder, et ce suivant l'ordre de demande, l'état du citoyen, ses inten-

(6) BM Marseille, Ms 1373 – Nous conservons l'orthographe des procès-verbaux.

(7) AM Nice, *Délibérations de la société populaire de Nice, 1792-1795*, Serre Éditeur, 1994, 383 p.

(8) AD Bouches-du-Rhône (BDR), L 2 035.

(9) Cf. par ex AD Vaucluse, 6 L 6 – Courthézon, 18 frimaire an II.

tions supposées, le temps de parole dont il a déjà usé, etc. La place d'où parle l'orateur est aussi réglementée : le 30 fructidor an II, au Club de Nice, « un membre ayant fait observer que la société seroit troublée si tous ceux qui demanderoient la parole étoient obligés de monter à la tribune, délibéré que tout membre, qui sera dans une place élevée et à portée de se faire entendre, parlera de sa place, mais ceux qui seront dans le bureau ou qui auront une motion en écrit à fait monteront à la tribune » (10). Pendant son discours, l'orateur ne peut se comporter comme il l'entend. Certaines postures sont spécifiées, comme le fait de parler « chapeau bas » ; mais ce sont surtout des contraintes langagières qui s'imposent : le règlement de la société des Antipolitiques d'Aix dispose que « le président sera tenu de rappeler à l'ordre tous ceux qui se permettroient dans les discussions de se servir des paroles indécentes, de personnaliser ou de mettre de l'humeur dans son opinion » (11). Du côté des auditeurs, les règles ne sont pas moins claires. À Aix, il est proposé par un membre que « lorsqu'un citoyen se présentera à la tribune il ne soit ni hué ni applaudit » (12), interdiction que l'on retrouve dans les autres Clubs. La réunion apparaît comme une forme de participation politique nécessitant un effort de l'individu pour se contrôler, dans le respect d'un système de contraintes comportementales et langagières.

Si la réunion politique jacobine est une forme de participation qui répond à l'effort de circonscription de l'espace public, c'est aussi en ce qu'elle défend le principe d'une autonomisation de la politique par rapport au reste de la vie sociale, laquelle doit permettre le passage de l'individu au citoyen. « C'est [...] afin de parvenir à la dépolitisation de la voie publique que [le législateur révolutionnaire] tiendra à conserver un droit d'association et de réunion », écrit Dominique Reynié (13). Les réunions des Clubs se caractérisent par le fait que le lieu où elles se déroulent est séparé par une frontière rigide du reste de l'espace. De même que le rituel électoral a pu être appréhendé comme se distinguant « d'autres activités sociales enserrées dans les espaces ordinaires de l'activité quotidienne » (14), par le fait que la salle de vote est séparée de la vie extérieure, les réunions jacobines disposent d'un espace propre, différent de celui du quotidien. La réunion prend place dans « un espace neutralisant les appartenances sociales », permettant « l'effacement de l'individu concret au profit du citoyen » (15).

(10) AM Nice, *op. cit.*

(11) AD BDR, L 2 035.

(12) AD BDR, L 2 031 – Antipolitiques, 21 fructidor an II.

(13) Dominique REYNIÉ, *op. cit.*, p. 90.

(14) Yves DELOYE, « Rituel et symbolisme électoraux. Réflexions sur l'expérience française », dans R. ROMANELLI (dir.), *How did they become voters ?*, Londres, Kluwer, 1999, p. 66.

(15) *Id.*, p. 67.

La réunion politique dispose d'un espace propre. Espace singulier, tout d'abord, en ce qu'il est régi par un ensemble de règles spécifiques, s'imposant à l'individu qui y pénètre. Espace singulier aussi, par le marquage symbolique opéré en son sein par un ensemble de décorations, devises, tableaux, bustes... La forte charge symbolique de la décoration des salles se retrouve dans tous les Clubs observés, les plus petits ne pouvant toutefois s'offrir, autant que les sociétés plus importantes, d'éléments permettant de marquer l'espace propre du Club.

La frontière n'est pas que symbolique : elle est aussi matérielle. En dehors des périodes où les séances sont publiques, l'entrée de la salle peut être gardée. Ainsi, le 3 février 1793, est-il décidé, à Courthézon, que des cartes soient fabriquées pour les membres, afin que l'on contrôle l'accès au lieu des réunions (16). Le même souci se retrouve dans chaque société étudiée. La société de Nice ajoute une mesure plus nette encore d'isolation de la salle du reste de la voie publique, en installant deux personnes armées à l'entrée (17).

Le lieu de la réunion est donc entouré d'une barrière garantissant son étanchéité, étanchéité valable aussi pour le mouvement qui va de l'intérieur vers l'extérieur. De fait, dans diverses délibérations, est prônée, pendant les périodes où les séances ne sont pas publiques, la préservation du secret concernant ce qui est dit dans la salle. Le 22 mai 1791, un membre propose, lors d'une réunion du Club de Courthézon, que soient infligées des peines contre ceux qui révèlent à l'extérieur ce qui s'est passé dans une réunion (18). Aux Antipolitiques d'Aix, est décidé, en l'an II, de faire en sorte « qu'il ny et plus personne qui ahhbite desus ny desousnotre salle dasemblee » (19). À Apt, le 20 novembre 1791, un membre « a parlé sur la conduite des faux frères qui trahissent les intérêts de la société et qui vont répéter tout ce qui s'y passe » (20). La salle où il est discuté de la chose publique est un espace autonome par rapport à l'espace ordinaire de la vie sociale.

Si la réunion marque une autonomisation du politique par rapport au reste de la vie sociale, c'est aussi parce que les individus présents sont conduits à oublier leurs appartenances sociales, pour devenir des citoyens. Ce sont d'abord les noms des orateurs qui disparaissent des procès-verbaux, pour être remplacés par une désignation du type « un membre ». Mais c'est surtout la fonction sociale des personnes qui est chassée des registres. En témoigne la contestation faite à Nice, le 3 août 1793, au moment de la ratifi-

(16) AD Vaucluse, 6 L 6.

(17) AM Nice, *op. cit.*, 26 février 1793.

(18) AD Vaucluse, 6 L 5.

(19) AD BDR, L 2 031 – 21 ventôse an II.

(20) BM Marseille, Ms1373.

cation du procès-verbal de la réunion antérieure : celui-ci « a été adopté exclusivement à la qualification de président du département donnée au citoyen Chabaud, laquelle un membre a fait observer être superflue attendu que, dans une société composée d'hommes libres, on ne devoit donner aux individus qui la composent que le titre sublime de citoyen » (21).

Cette coupure avec les caractéristiques sociales de l'individu est aussi perceptible pendant la réunion elle-même. À Courthézon, le 17 mars 1791, « un membre a fait la motion de ne s'appeler plus que frères : elle a été adoptée à l'unanimité des voix et défendu de s'appeler autrement » (22). Dans le règlement du Club des Antipolitiques d'Aix, deux articles réglementent la façon dont on se désigne. Article 14 : « Dans la salle l'on s'abstiendra de l'usage de se découvrir pour saluer son semblable ; l'on évitera en parlant de se servir des termes *j'ai l'honneur et autres pareils* et l'on sera tenu de tutoyer lorsque l'on parlera à un seul individu et notamment au président ». Article 15 : « Le nom propre de chaque membre suffira pour le désigner et il est très expressément défendu de prendre et de donner verbalement des qualifications enfantées par la bassesse et adoptées par l'orgueil » (23). Le 28 septembre 1792, lors d'une réunion à Apt, « il a été délibéré qu'il seroit deffendu à tous les membres de la scté qui entreront dans la salle d'oter le chapeau signe de distinction de l'ancien régime quil faut nécessairement détruire » (24). Sont bannies de l'espace de la réunion toutes les marques de déférence, et tout ce qui indique le statut qui est celui de l'individu à l'extérieur de cet espace.

Conséquence de cette disparition de la place sociale de chacun : l'obligation de laisser à la porte de la salle, avec les noms et les statuts, les querelles particulières entre individus. Le citoyen ne doit s'occuper que du bien public, et non pas de ses intérêts particuliers. En témoigne cet incident, survenu au cours d'une réunion du Club de Nice, le 6 vendémiaire an III : « Il s'est élevé une altercation personnelle entre deux membres de la société, l'assemblée après avoir entendu l'un et l'autre a passé à l'ordre du jour motivé sur ce que tout bon citoyen doit oublier les animosités pour ne s'occuper que du bien et des intérêt de la chose publique » (25). La réunion politique contribue à dissocier la politique du reste des activités sociales, par lesquelles naissent les conflits.

Ainsi, la réunion peut être appréhendée comme une expérience de pacification des modes collectifs d'expression politique. Ceci se manifeste aussi dans les efforts faits pour que les citoyens ne pénétrant pas armés dans

(21) AM Nice, *op. cit.*

(22) AD Vaucluse, 6 L 5.

(23) AD BDR, L 2 035.

(24) BM Marseille, Ms 1373.

(25) AM Nice, *op. cit.*

la salle. On lit dans les registres du Club d'Apt qu'il a été délibéré « que deffenses seroient faite à tout membre d'entrer armé dans la sosietté sans raison légitime » (26). La réunion politique peut être conçue comme le lieu où le peuple doit faire l'apprentissage de la citoyenneté : par le contrôle de ses passions, le respect d'un code comportemental et langagier, mais aussi par l'oubli de ce qu'il est socialement, par le rejet conséquent de la violence, dans cet espace réglementé de la réunion, l'individu doit devenir citoyen. Mais si, dans la réunion politique, la civilité est l'objet d'un apprentissage, il s'agit par définition d'un processus non immédiat.

I. 2. Lieu de débordements

Le passage d'une forme de participation à la vie publique à une autre ne s'est pas fait automatiquement, et la réunion politique a aussi été le lieu de multiples débordements : le contrôle de soi, la maîtrise des passions, ne sont pas toujours observables ; l'autonomisation de l'espace de la réunion par rapport au reste de la vie sociale, condition d'une pacification de la vie politique, n'est pas toujours réalisée.

On sait que, si sa nécessité est toujours rappelée, le contrôle des passions dans les réunions politiques de l'époque révolutionnaire ne fut pas toujours effectif. Ceci apparaît dans les lettres au ministre de l'Intérieur des commissaires envoyés par le roi en Provence, en 1790 et 1791, pour apaiser les troubles que connaissent les villes de la région. Ceux-ci ne cessent de se plaindre de leur impuissance face à l'agitation, dont ils dénoncent souvent les Clubs comme en étant une des causes. Ils écrivent ainsi en février 1791 : « c'est la formation de trois Clubs dans [la] ville [d'Aix], qui a occasionné les troubles qui l'ont désolée, et notamment la réunion du Club de *la société des vrais amis de la constitution*, avec celui *des frères antipolitiques* » (27). À propos du cas d'Arles, les commissaires évoquent ces « bons citoyens » qui « avoient été alarmés » de la formation d'un Club des Amis de la Constitution dans leur ville, qui « trembloient qu'un Club ne troubla la paix publique » (28).

Pour ce qui est du déroulement des réunions tel qu'il est relaté dans les procès-verbaux, on note que les règles posées autour de la forme que doit prendre la discussion politique ne sont bien évidemment pas immédiatement incorporées. Le processus d'acculturation politique des individus présents à la réunion, au sens propre d'acquisition d'une culture qui n'était jusque-là pas celle de la population, le processus d'apprentissage de la citoyenneté, n'est pas une opération immédiate qui convertirait d'un coup

(26) BM Marseille, Ms 1373 – 30 janvier 1793.

(27) AN, F7 / 36 591 / 3 – Aix, 23 février 1791.

(28) *Ibid.*, F7 / 36 591 / 7 – 9-10 juin 1791.

l'être social en citoyen, mais prend la forme d'un chemin sinueux et long. En témoignent les propos des secrétaires, qui parlent, à certaines périodes, de discussion « fort agitée » (29), « des plus violentes » (30), « de grands débats et même violents » (31). Dans ces réunions se déroulant dans un contexte propice au réveil des passions, le respect des contraintes comportementales et langagières doit être vite oublié. Parfois, le désordre ne parvient pas à être maîtrisé, et le président doit se couvrir pour que le calme revienne. C'est le cas le 27 mars 1793 lors d'une réunion du Club de Marseille : « Le citoyen Girard [...] est interrompu, il y a du brouaha dans l'assemblée. Le président est obligé de se couvrir. Le calme revient » (32). Lorsque cette mesure ne suffit pas, la séance est levée. Mais les difficultés d'instauration d'une nouvelle forme de rapport au politique, vont parfois beaucoup plus loin que ces troubles perturbant le bon déroulement des discussions. Ne prenons que cet exemple, qui a marqué la mémoire provençale, celui de ce qui a été appelé « l'affaire Pascalis ». Le 27 septembre 1790, au Parlement, l'avocat Pascalis prononce un véritable réquisitoire contre la Révolution, déchaînant les passions dans les réunions des Clubs. On lit ainsi, dans le procès-verbal d'une réunion des Antipolitiques aixois, le 4 décembre : « l'affaire de Pascalis monta tellement les têtes que le trouble et la confusion régnèrent dans l'assemblée. On entendait que ces mots... à la lanterne... à la lanterne, on se disposait déjà pour le lendemain à aller briser les portes de la prison et plusieurs se disputaient l'honneur de cette entreprise. Nous fîmes valoir les lois, l'humanité, les Droits de l'homme, et nous tachâmes par tout ce qui dépendait de nous, de ramener les esprits » (33).

La maîtrise des passions n'est donc pas quelque chose de pleinement acquise. La réunion politique ne répond pas complètement à la première caractéristique de cette manière légitime de faire de la politique en dehors des temps extraordinaires où l'on change la forme de l'autorité : la basse intensité des opinions émises. Mais cette politique « ordinaire », promue dans une perspective de préservation de l'ordre public, induit une autre caractéristique de la participation politique, à laquelle la réunion politique ne répond, là encore, pas toujours : « Le caractère ordinaire de la participation politique suppose [...] des objets de discussion qui ne portent pas sur la forme de l'autorité » (34). Regardons dans les procès-verbaux de réunion ce qui est dit du contenu des discours, et non plus seulement de leur forme : il arrive que les citoyens présents ne s'en tiennent pas à parler de problèmes économiques ou sociaux, pour réfléchir sur la forme prise par le régime.

(29) AD BDR, L 2 028 – Antipolitiques, Aix, 11 mars 1793.

(30) *Ibid.*, L 2 029 – Antipolitiques, Aix, 2 mai 1793.

(31) AM Nice, *op. cit.*, 9 janvier 1793.

(32) AD BDR, L 2 071.

(33) *Ibid.*, L 2 026.

(34) Dominique REYNIÉ, *op. cit.*, pp. 97-98.

Pour ce qui est du Club marseillais, dans une réunion du 16 mars 1793, on relève l'intervention d'un citoyen qui « veut qu'il n'y ait plus d'assemblée électorales, que les députés soient nommés directement par les assemblées primaires, et se laissant entraîner par son patriotisme il demande qu'il n'y ait plus de maire et que la municipalité ait un président renouvelé tous les quinze jours » (35). Ici, le débordement de la discussion est relevé par le secrétaire. Le moment où l'on perçoit le mieux la souplesse de la règle qui voudrait que les sujets tenant à la forme du régime ne soient pas l'objet des propos tenus dans les réunions politiques, est la période qui va de la chute du roi à son exécution. Les réunions, telles que pratiquées par les Clubs jacobins du Sud-Est, sont parfois le lieu de débordements par rapport aux modalités légitimes de participation politique des masses, posées par le travail de réaménagement de l'obéissance qui s'opère dans ces années qui suivent l'événement révolutionnaire.

Ce débordement de la réunion hors du cadre de la participation collective légitime du peuple aux affaires publiques, s'opère aussi pour ce qui est de la distinction de l'espace public et de la voie publique. La constitution d'une frontière autour de la salle de réunion n'est pas toujours respectée. D'un point de vue spatial, tout d'abord, le lieu de la réunion tend à déborder sur la voie publique. Lorsque les séances sont publiques, cela surprend peu. Mais le constat reste valable, même si dans une moindre mesure, dans les moments où la participation à la réunion est réservée aux membres du Club. On prendra comme aperçu des entorses possibles à l'autonomisation de l'espace des réunions, le cas de celles du Club niçois. Témoignant symboliquement du caractère relativement perméable des cloisons de la réunion, le 8 février 1793, un membre fait la motion de se rendre à la municipalité « pour l'inviter à faire inscrire sur la place vis-à-vis le Clube "Place de la réunion" » (36). Plus généralement, on trouve des traces de discussions qui se poursuivent au sortir de la salle, comme dans le compte rendu du 8 fructidor an II : « un membre qui a dit qu'ayant trouvé le représentant du peuple au sortir de la salle, qui lui avoit dit qu'il avoit oublié de parler sur l'épurement » (37). S'y ajoutent les délibérations tendant à contrôler la vie sociale de l'individu présent à la réunion une fois qu'il en est sorti, en interdisant certains comportements. Le cas se présente lors d'une réunion de vendémiaire an III. Le 11, « un membre a dit que les membres de cette société fréquentaient les églises les jours de dimanche et qu'une pareille démarche, de la part de ses membres, n'étoit point patriotique et au niveau de la révolution. Délibéré [...], que tout membre de la scté qui désormais sera convaincu d'avoir professé un culte opposé au republicain, soit en frequen-

(35) AD BDR, L 2 071.

(36) AM Nice, *op. cit.* (Réunions alors réservées aux seuls membres).

(37) *Ibid.* (Réunions publiques).

tant les églises ou de toute autres manières, sera rayé de la liste des membres de la scté ». Mais, le lendemain, une protestation s'élève dans une lettre d'un membre : « Cette lettre nous a démontré que cette délibération étoit contraire à la liberté, aux droits de l'homme et à la constitution et à plusieurs loix qu'il nous a cités » (38). Reste que cet épisode confirme que si la réunion tend à l'autonomisation de l'espace public, elle n'en est pas moins souvent dans une position hésitante autour de la frontière entre respect et transgression de cet impératif de dépolitisation de la voie publique.

« La revendication démocratique du droit à la réunion publique et à l'association politique amène le Corps législatif à inscrire périodiquement à l'ordre du jour de ses séances, de ventôse an IV à fructidor an VII, la question des « sociétés particulières s'occupant de questions politiques » selon la formule thermidorienne (39). Les textes officiels de ces débats sur les sociétés populaires tenus sous le Directoire (40), « époque où l'on s'efforce, à la lumière de toutes les expériences antérieures, d'aboutir à une législation durable » (41), révèlent comme un aspect important du souvenir des réunions jacobines, le fait qu'elles étaient le lieu de ce qui est qualifié d'anarchie par les orateurs. Il en est ainsi, dès l'an V, du côté de la majorité du Conseil des Cinq-Cents. Dans le rapport fait par Mailhe le 8 germinal, les sociétés populaires sont présentées comme ayant joué un rôle dans « les plus horribles attentats de l'anarchie ». La résolution proposée alors par la commission au nom de laquelle s'exprime Mailhe, pose une série de limites visant à empêcher que la réunion des citoyens ne dérive vers une atteinte à l'ordre. Le 3 thermidor, Vienot-Vaublanc défend la position plus radicale de dissolution des Clubs : il fait aussi ressurgir du passé clubiste l'idée que les réunions politiques sont synonymes d'anarchie, en évoquant la « lutte insensée » qu'a dû mener la Convention avant de « [fermer] à jamais l'odieux repaire [l'autre des Jacobins] où ce monstre avoit établi l'empire de l'anarchie ». Ce mode de description des réunions sous les couleurs de l'anarchie constitue un élément important dans le fait que la réunion politique est désignée alors comme « contraire à l'ordre public ».

Les orateurs défendant lors de ces débats la nécessité de permettre au peuple de se réunir pour parler de politique, vont s'en prendre à cette image que veut imposer la majorité. On se référera au discours tenu le 4 thermidor par Debry, porte-parole de l'opposition, dans lequel, partant du commentaire du rapport Mailhe, il critique l'idée selon laquelle les Clubs ne s'attacheraient au royalisme que pour favoriser l'anarchie. Cette position se

(38) *Ibid.*

(39) Christine PEYRARD, « Les débats sur le droit d'association et de réunion sous le Directoire », *A.H.R.F.*, 1994, n° 3, p. 463.

(40) AN, AD I 91 / dos B.

(41) Raymond HUARD, *op. cit.*, p. 36.

retrouve dans le débat qui s'ouvre en l'an VII sur ces mêmes questions, et ce notamment dans le rapport de la commission, préparé par Lamarque, Briot, Eschassériaux, Luminais et Rollin, et présenté par ce dernier le 16 thermidor. Ce rapport propose un projet de loi qui cherche à garantir l'exercice du droit politique des citoyens à se réunir. Rollin revient sur la thématique de l'« anarchie », du « cahos », ayant engendré « crimes », « carnage », « horreurs » de l'année 1793. Il reconnaît que les Clubs ont « concouru à rendre inextricable » cette situation, mais il leur en ôte la responsabilité : ce n'est pas « dans le sein des sociétés politiques que l'on puisse chercher et retrouver les germes de cet horrible état de choses ». Ceux qui tenaient les commandes de la « machine infernale » étaient « cachés dans le cabinet de Londres » : « Les sociétés politiques ont pu être à cette époque des amas concentrés de matières inflammables, mais l'étincelle électrique a toujours été lancée par la main des rois conspirants contre nous ».

Ainsi, dans ces débats où se développent parallèlement pensées libérale et démocratique, on observe que tous les orateurs reconnaissent que les réunions ont été des lieux de désordre. Seulement, ceux qui défendent une conception élargie du droit de réunion rejettent, contrairement aux autres, l'idée que l'anarchie est le propre de la réunion politique en général. Sous la Révolution, les sociétés populaires n'ont pas cherché à remplacer la monarchie par l'anarchie, elles n'ont pas prôné le désordre : si elles y ont pris part, c'est d'abord parce que l'on s'est servi d'elles, et c'est ensuite parce que l'on n'a pas suffisamment contrôlé la façon dont les citoyens se sont réunis. De nombreux discours rappellent d'ailleurs que les Clubs ont joué un rôle bénéfique aux commencements de la Révolution : « Non, je ne puis éteindre mes souvenirs », défend Eschassériaux le 3 thermidor an V.

L'accusation d'anarchie touche la réunion politique elle-même, dans son déroulement. Nous avons vu que ce déroulement des réunions était largement réglementé dans les sociétés, réglementation qui n'empêchait pas les débordements. Or ce sont ces derniers qui ont marqué la mémoire de nombreux députés, au point d'en oublier que la marche des séances n'était pas laissée au hasard. En témoigne le discours que fait Portalis au Conseil des Anciens, où il compare comme suit les assemblées légales et les réunions dans les Clubs : « Les assemblées légales ont une marche réglée ; tout est arbitraire dans la marche des autres. Les premières sont soumises à des formes qui arrêtent et amortissent le mouvement des passions ; les secondes, dégagées de toutes formes, ne connoissent aucune retenue ni aucun frein. [...] On a toujours parlé, avec respect, de la sagesse d'un sénat. On s'est toujours plaint du désordre et de la confusion des assemblées auxquelles la loi ne préside pas, et qui sont abandonnées à elles-mêmes. »

Le rappel de cette image laissée par les Clubs de lieux d'une forme d'anarchie, souhaitée ou non, principe ou vécu, permet de mieux comprendre pourquoi les réunions politiques sont à la fois encouragées et

redoutées. Encouragées, car elles peuvent, si elles prennent une certaine forme, devenir un mode de participation collective du peuple à la vie publique garantissant le respect de l'ordre. Redoutées, car, parfois, elles tendent à se rapprocher de cette autre forme d'intervention du peuple dans le débat public fonctionnant comme un repoussoir : l'attroupement. « Parce que l'usage politique de la voie publique commande la forme de l'*attroupe-ment*, il exprime la véritable désobéissance et s'impose donc comme la forme à proscrire absolument » (42). Il est alors révélateur que le terme d'attroupement soit plusieurs fois utilisé, à propos des réunions clubistes, par les orateurs des débats de l'an V et l'an VII. Quand elle tend à prendre les formes de l'attroupement, la réunion quitte l'espace des formes de participation politique légitimes car préservant l'ordre public.

Les débats sur le droit de réunion, révèlent aussi que le point sur lequel se cristallisent le plus nettement les inquiétudes, davantage que ce goût de l'anarchie, est sans doute le passage de l'opinion à l'action. Les libéraux développent une conception de la participation politique qui est celle de la participation sans action, qui prend la forme de l'opinion. « La différence entre sociétés privées et institutions publiques est la même que celle de la pensée et de l'action ; or cette dernière doit être réservée aux institutions publiques » (43). Or, les réunions, telles qu'organisées par les Clubs, naviguent entre discussion et action.

II. Navigation de la réunion politique entre discussion et action

Les réunions ont-elles pour seul but celui, mis en avant dans les textes émanant des Clubs, règlements ou procès-verbaux de réunion, de permettre aux citoyens d'échanger leurs idées sur « la chose publique », de « s'éclairer » mutuellement ? Dans leur souci affirmé de contribuer au bien public, les réunions révolutionnaires tendent à dépasser le simple échange d'idées, pour faire du Club une forme d'acteur collectif.

II. 1. Lieu de discussion libre ?

Dans les comptes rendus de réunion, le droit d'exprimer librement son opinion est mis à plusieurs reprises en avant : lors de la réunion tenue à Apt le 24 février 1791, le frère Fouque « s'est étendu [...] sur la liberté d'opinions et en prouvant que rien ne devoit en gêner le développement » (44).

(42) Dominique REYNIÉ, *op. cit.*, p. 48.

(43) Raymond HUARD, *op. cit.*, p. 37.

(44) BM Marseille, Ms 1373.

Similairement, le règlement de la société des Antipolitiques d'Aix pose en préambule : « Ne point gêner la liberté des opinions, laisser au génie républicain tout son essor et son patriotisme, communiquer aux esprits une nouvelle chaleur et une plus forte énergie, telle doit être l'essence qui doit caractériser nos règlements » (45). Qu'en est-il alors dans le déroulement effectif des réunions ? Tenter de cerner à travers les procès-verbaux l'ampleur de la liberté des débats dans les réunions jacobines, c'est, en réintroduisant dans l'analyse les individus présents comme sujets, et non plus comme simples objets, dépasser la thèse de la machine jacobine, schéma dans lequel les individus, manipulés depuis Paris, ne comptent que peu.

Les propos des secrétaires laissent voir que les personnes présentes dans la salle ne forment pas nécessairement un corps homogène, uni. Le seul fait de mentionner l'existence de débats ayant précédé la délibération sur un sujet donné, laisse entrevoir la possibilité de discussion existant dans le cas des Clubs qui nous occupent. Le mot débat est employé plusieurs fois. Ces débats sont souvent posés comme le préalable naturel à la délibération. Les décisions ne se font pas toujours, du moins dans les formes, sur un mode autoritaire d'imposition systématique d'une volonté venue d'en haut. On se reportera, pour exemple, aux extraits suivants de comptes rendus de réunions tenues à Nice en 1792. Alors qu'un officier vient faire part d'une décision prise par le conseil municipal, « la discussion s'est ouverte ; et après avoir entendu diverses opinions, la discussion fermée, il a été délibéré unanimement que la municipalité ne pouvoit pas de son autorité taxer l'assignat de cinq livres ny le fixer à un taux moindre de sa valeur » (46). Lors d'une autre réunion, un membre lit une lettre d'un individu fugitif qui demande son admission dans la société : « la discussion ayant été ouverte après cette lecture et bien des débats, la société a délibéré [...] » (47). Les réunions qui sont organisées par les sociétés populaires provençales peuvent être le lieu de débats, se déroulant en amont de l'adoption des délibérations.

Assez fréquemment, davantage que les positions des différentes personnes intervenant dans ces débats, les secrétaires relatent plutôt les positions des groupes en désaccord, en schématisant ainsi les oppositions des différents points de vue. Il en est ainsi dans le compte rendu d'une réunion du 8 novembre 1792 à Courthézon, où un désaccord s'élève autour du sort à réserver à un membre accusé d'avoir procédé à une dénonciation contre le Club : « Plusieurs membres ont parlé sur cette affaire. La discussion a été des plus animées et des plus vives, les uns voulant tout à fait exclure frère Richard de notre société, les autres voulant seulement le priver

(45) AD BDR, L 2 035.

(46) AM Nice, *op. cit.*, 4 octobre 1792.

(47) *Ibid.*, 5 octobre 1792.

de nos séances pendant quelques temps » (48). On a ainsi le sentiment que la discussion sur certains points tend à s'organiser autour de groupes d'opinions similaires. Le secrétaire précise rarement l'identité de chaque orateur, renforçant sensiblement l'impression de confrontation d'idées.

Les réunions ne sont toutefois pas le lieu d'une liberté parfaite d'opinion : on voit vite les frontières de ce libre-échange d'idées lorsque l'on relève la présence d'une recherche certaine de l'unanimité, comme si toutes les personnes présentes, pourtant en désaccord manifeste, s'accordaient finalement sur une même position.

Cette recherche de l'unanimité, on la remarque d'abord à la fréquence d'apparition de l'adjectif unanime ou de l'adverbe unanimement. Mais l'impression d'unanimité est aussi obtenue par l'emploi de termes collectifs ou unificateurs pour désigner les sujets de l'action au cours de la réunion : on parle ainsi de « la société », « l'assemblée », et les pronoms « nous », ou « on », sont fréquemment utilisés, de même que le sont des formules englobantes du type « il est été décidé de ». Deux cas de figure apparaissent dans les procès-verbaux : soit l'on a effectivement unanimité au moment de la délibération sur un objet, auquel cas cela semble systématiquement mis en avant par le secrétaire ; soit la délibération finale est adoptée par une majorité plus ou moins grande, auquel cas le secrétaire ne l'indique que rarement, ou bien use d'expressions globalisantes et vagues, qui préservent l'impression qu'il n'y a pas de discorde majeure quant à ce qui est finalement adopté, par délibération, comme étant le vœu de la société. Préalablement à ces possibles retouches au tableau du déroulement de la réunion que peut opérer le secrétaire lorsqu'il rédige le procès-verbal, existent d'autres moyens destinés à éviter que de possibles divisions entre diverses opinions n'existent, ou du moins qu'elles soient mises au jour.

Pour prévenir la formation de divisions trop marquées entre les personnes présentes à la réunion, on procède d'abord au contrôle des discours. Nous l'avons dit, la prise de parole n'est pas libre. Pour pouvoir intervenir, le règlement des sociétés veut que l'on demande la parole au président. Certes, l'on a pas affaire à une réunion où la succession des discours est programmée à l'avance, les personnes se trouvant à la tribune prenant successivement la parole : *a priori*, dans les réunions des Clubs, chacun peut prendre la parole s'il a quelque chose à dire. Mais cette liberté est limitée par le fait que la parole peut être refusée. Ainsi, le 19 mai 1791, lors d'une réunion du Club d'Apt, est lue une lettre d'un membre qui « se plaint que dans les séances précédentes, deux fois il avoit demandé la parole, deux fois elle lui avoit été refusée » (49). Dans certains

(48) AD Vacluse, 6 L 6.

(49) BM Marseille, MS 1373.

Clubs, il semble que le contenu des discours prononcés doive être connu du président à l'avance. Ainsi, en 1793, lors d'une séance du Club de Marseille, après qu'un membre ait prononcé un discours interprété comme cherchant « à attirer la compassion sur l'enfant de Capet », « un membre a rappelé la délibération qui tendoit à empêcher la lecture publique de tout discours qui n'auroit pas été préalablement lu par le président » (50). Ces mesures ne sont toutefois pas systématiquement respectées. Bien des prises de parole sauvages se font dans les réunions de toutes les sociétés, bien des discours sont faits sans que l'on ne connaisse à l'avance leur teneur. Le contrôle préventif des discours n'étant pas toujours efficace, la préservation d'un certain accord entre les personnes assemblées est assurée par d'autres biais.

La prévention de l'expression d'opinions trop divergentes passe aussi, en amont, par le choix des membres. Tous les Clubs disposent en effet de règles, plus ou moins rigides selon les périodes, concernant l'admission d'une personne dans leur sein. N'est pas membre de la société n'importe quel citoyen le souhaitant, et il est donc vraisemblable qu'il y ait entre les membres, dès l'origine, un accord de fond sur les orientations générales de la société. Cette mise en perspective du choix des membres au regard du rejet de trop fortes divisions est la simple retranscription de ce qui est parfois dit ouvertement dans les réunions. On se reportera notamment au discours tenu, au cours d'une réunion de la société d'Apt, par Lauze, membre tenant une place importante au sein du Club. Alors que le président rappelle qu'il faut « s'occuper du scrutin de réception ou de rejet des personnes inscrites sur le tableau », Lauze intervient comme suit : « il a fait sentir toute l'importance de l'opération que l'assemblée alloit faire et s'étendant ensuite sur tous les dangers des mauvais choix, il a démontré qu'un établissement vraiment patriotique ne devoit être composé que de membres entièrement dévoués à la révolution, et que ce n'était que par ce moyen qu'on devoit s'attendre à le voir ferme dans ses opérations et inébranlable dans ses principes » (51). Les membres sont donc parfois choisis de façon à ce que le Club ait une cohérence lui permettant d'être efficace. Si les réunions ne doivent pas être le lieu de divisions trop marquées, c'est non seulement parce que l'on a affaire à une époque encore marquée par un rejet des partis, des factieux, mais surtout, parce que, uni, le Club est un acteur plus puissant dans l'espace public.

La prévention de l'expression de divisions trop fortes par le contrôle préalable des discours ou par le choix réfléchi des membres, s'avère parfois insuffisante pour maintenir la cohérence recherchée, et le Club a alors recours à des moyens répressifs vis-à-vis des opinions jugées illégitimes. Suivant la période considérée, les personnes prononçant des paroles jugées

(50) AD BDR, L 2 071.

(51) BM Marseille, MS 1373 – 18 février 1791.

comme n'ayant pas leur place dans une réunion jacobine sont soit amenées à se justifier ou à se rétracter, soit exclues de la société et dénoncées. Lors d'une réunion des Antipolitiques d'Aix le 28 pluviôse an II, c'est l'exclusion pour dix ans qui est décidée pour « tout manbre de la scociété qui parlera du culte pour ou contre » (52).

Enfin, on ne peut comprendre l'unanimité à laquelle on aboutit souvent dans les délibérations sans rappeler que la décision de chacun, pour ou contre une motion, ne se fait généralement pas par un vote secret, mais par mains levées, par assis et levé, ou par acclamations, bien que cela ne soit pas systématiquement précisé par le secrétaire, qui se contente de noter que la motion a été mise aux voix. L'intimidation propre à ce type de scrutins n'est pas sans nuire à l'expression de volontés contraires à la majorité, ou à une minorité légitime. Les secrétaires n'insistent guère sur la façon dont l'opinion des personnes assemblées est recueillie, et mettent plutôt l'accent sur le caractère unanime des volontés : ce qui importe ce n'est pas tant l'unanimité effective que l'impression de cohésion, l'image que la société peut donner d'elle à l'extérieur. Ce n'est pas tant un rejet des factions que révèle cet attachement à une unanimité, réelle ou apparente, qu'un effort tourné vers l'extérieur. Car le Club n'est pas qu'un lieu de discussion.

II. 2. Un but qui dépasse l'échange libre d'idées : le Club comme acteur collectif

Quels sont les objectifs que les Clubs mettent en avant ? Que ce soit au moment de leur constitution, dans leurs règlements, par les interventions rapportées dans les procès-verbaux, tous mettent en avant une fonction générale, qui est d'être « utiles au bien public ». Cette référence constante au bien public comme seul souci installe un flou autour de ce que les Clubs revendiquent comme étant leur rôle. Lorsque l'on s'écarte de la référence au bien public, les finalités annoncées des sociétés populaires se précisent un peu – assurer le maintien de la Constitution et des lois, s'assurer que l'ancienne aristocratie ne peut plus nuire – sans pour autant que les moyens d'y parvenir apparaissent plus clairement : quelle est la place de la discussion, de la formation d'une opinion entre les personnes présentes aux réunions, et quelle est la place de l'intervention directe dans l'espace public en tant que corps ? Pour les sociétés du Sud-Est comme pour l'ensemble des Clubs jacobins, la même analyse ne peut être faite pour toutes les périodes traversées.

Dans les premières années de la Révolution, l'intervention des Clubs étudiés, à l'extérieur de leur enceinte de réunion, pour influencer directement sur la chose publique, paraît se faire sans que cela ne génère une tension trop forte avec les autorités constituées. Du côté des Clubs, il semble qu'au cours

(52) AD BDR, L 2 029.

des réunions, lorsqu'il est décidé de faire part d'un problème à un pouvoir administratif, c'est sous la forme d'un conseil. Les réunions organisées par ces Clubs seraient, de ce point de vue, des lieux de réflexion sur la chose publique : le produit de la réflexion des citoyens ainsi assemblés serait proposé, et non pas imposé, aux autorités investies d'un pouvoir administratif. Témoin de cette limitation, la motion adoptée par les Antipolitiques le 13 novembre 1790, adressée aux officiers municipaux d'Aix, qui se termine comme suit : « Voilà les réflexions que les membres du Club des antipolitiques vous soumettent. C'est à votre sagesse et à votre prudence à les peser » (53). L'assemblée n'est pas là pour décider mais pour proposer : les auteurs de la lettre ne se placent pas en situation de concurrence par rapport aux corps administratifs, mais en position subordonnée de simples citoyens assemblés. Cette relation trouve un équilibre dans le fait que la municipalité reconnaît aux réunions organisées par les Clubs la faculté de faire émerger la volonté du peuple. En avril 1791, s'adressant au Club de Courthézon – qui lui a conseillé de « rendre [le] moins embarrassant possible » le banc qu'elle occupe à l'église (54) – la municipalité « voulant prouver encore mieux combien elle aime à suivre l'opinion publique dont la société est dépositaire », dit souhaiter se conformer à ce que le Club « jugeroit le plus avantageux à la chose publique » (55). Ce qui ressort des discussions tenues dans les réunions des Clubs serait donc l'expression de l'opinion publique. Là est la légitimité de leurs interventions dans le débat public. Les sociétés populaires revendiquent la capacité à représenter l'opinion de tous les citoyens, leur rôle étant de la faire connaître : en découle la nécessité d'une cohérence entre les vues des personnes présentes aux réunions.

À partir de 1791, on le sait, les interventions des sociétés populaires sous forme de pression sur les autorités administratives se font de plus en plus fréquentes et insistantes. L'idée que ces assemblées ne sont là que pour faire des propositions à l'administration, laisse progressivement la place, au gré des accrochages, à l'idée que, puisque des réunions jacobines émane l'opinion publique, leurs délibérations ont une légitimité qui ne peut être mise en cause, et doivent par conséquent s'imposer. La multiplication des pétitions émanant des Clubs conduit au rapport Le Chapelier de 1791, qui affirme que les sociétés populaires doivent se limiter à être des lieux de discussion : en leur sein, les citoyens « peuvent s'instruire, dissenter, se communiquer leurs lumières ; mais leurs conférences, leurs actes intérieurs ne doivent jamais franchir l'enceinte de leurs assemblées ; aucun caractère public, aucune démarche collective ne doivent les signaler » (56). Cette offensive contre les sociétés populaires, marquée par la loi du 9 octobre 1791, n'a pas permis de

(53) *Ibid.*, L 2 026.

(54) AD Vaucluse, 6 L 5 – 14 avril 1791.

(55) *Ibid.*, 6 L 5 – 17 avril 1791.

(56) AN, AD I 91 / dos B.

faire barrage à l'imposition de la volonté des assemblées réunies dans les Clubs, à leur influence croissante en tant qu'acteur collectif, signataire de pétitions multipliées. Si les procès-verbaux des sociétés observées sont orientés de façon à donner l'image d'une assemblée de citoyens qui, après discussion, aboutit à une volonté commune, c'est parce que les sociétés populaires tendent à devenir un acteur collectif, et que l'unité est la condition d'efficacité de celui-ci, surtout lorsque sa volonté est présentée comme étant celle du peuple tout entier. Si les sociétés populaires vont multiplier les interventions hors de l'enceinte de leur lieu de réunion, la tension avec les autorités administratives n'est pas pour autant maintenue : de fait, à partir de l'an II, les Clubs deviennent une forme de relais du gouvernement.

Le discours que l'on a pu conserver des sociétés populaires sur elles-mêmes, notamment dans les procès-verbaux, est toujours orienté vers un rejet de l'image de leurs assemblées comme constituant un corps politique. Dans les réunions provençales revient l'idée que le Club réunit de simples citoyens, venus discuter pour chercher ce qui va dans le sens du bien public : « point un corps politique mais des êtres simples » (57).

Nombre d'orateurs des débats de l'an V et de l'an VII (58), voulant imposer un bilan des sociétés populaires, insisteront au contraire sur leur propension à concurrencer les autorités légitimement constituées, investies de pouvoir par le peuple. Ce qui était apprécié dans cette forme spécifique de participation du peuple à la chose publique, c'était que la réunion était justement censée permettre d'éviter que le peuple ne veuille participer directement à la vie politique. Dès lors qu'elles n'assurent plus cette fonction, les assemblées de citoyens, telles que les ont permises les Clubs, sont l'objet de méfiances.

Si les sociétés ont été dénoncées en l'an V et en l'an VII comme contraires à l'idéal d'une participation sans action, c'est d'abord en ce qu'elles ont rivalisé avec les autorités constituées. Cette rivalité est illégitime, soulignent plusieurs orateurs, parce que ces autorités sont celles que le peuple français a voulu se donner : rivaliser avec elles, c'est rivaliser avec la volonté du peuple. Le 24 messidor an V, Valentin Duplantier affirme ainsi : « Ces réunions de citoyens ouvertes d'abord pour le triomphe de la liberté [...] dépassèrent bientôt le but de leurs institutions. On les vit, rivalisant l'autorité que s'étoit donné le peuple français, se mettre en concurrence avec les gouvernans [...] ; discuter des lois, les faire exécuter. » Deux points plus spécifiques sont relevés par les orateurs sur cette question : le fait, tout d'abord, que les réunions jacobines ont influé sur les autorités administratives, le constat ensuite de la similitude prise dans les formes entre les sociétés populaires et les corps constitués. « Les sociétés populaires étoient devenues comme un pouvoir public », affirme Pastoret le

(57) AD BDR, L 2 026 – Antipolitiques, Aix, 19 mai 1791.

(58) AN, AD I 91 / dos B.

4 thermidor an V : c'est d'abord par ce moyen qu'elles ont débordé de leur fonction légitime de lieu de discussion entre citoyens vers une participation, plus ou moins directe selon la période, à la décision politique.

Mais si les réunions laissent, dans la mémoire immédiate, la peur du viol de la frontière qui sépare ces deux formes d'intervention du peuple dans la vie publique que sont la création d'une opinion par la discussion, et l'action directe sur la décision politique, ce n'est pas seulement en raison de la concurrence avec les pouvoirs administratifs légitimes. En effet, nombre d'orateurs des débats de l'an V et de l'an VII rappellent aussi que la réunion politique peut déboucher sur une action immédiate, déraisonnée, motivée par la passion que suscitent les discours d'orateurs séditieux et habiles : « des hommes réunis, échauffés par l'esprit de parti, entraînés par les discours d'un orateur véhément, peuvent sortir pour exécuter de suite, et sans que l'on soit prévenu, ce qu'ils ont délibéré », déclare Siméon le 6 thermidor an V. Les porte-parole de l'opposition, Eschassériaux et Debry, s'opposent à cette thèse selon laquelle il n'y aurait qu'un pas du discours séditieux à l'action irréfléchie, pas facilité par la passion que génère le talent oratoire : « On a dit que les assemblées nombreuses étoient plus dangereuses parce qu'elles pouvoient facilement être entraînées par des orateurs ambitieux, ou vendus, cela est vrai ; mais les impressions qu'elles reçoivent sont aussi fugitives ; mais l'effet est détruit parce qu'il est connu [...] mais enfin tous les bons citoyens qui composeront à l'avenir les assemblées, éclairés par la cruelle expérience des malheurs où l'ambition de quelques chefs les a entraînés, affermis par l'instruction dans l'amour de leurs lois, briserons eux-mêmes les pièges que le crime voudra leur tendre » (59). La place de la réunion entre encouragements et méfiance découle en partie du fait qu'elle ne se limite pas à être un lieu où le citoyen peut participer à la vie politique par la discussion et la formation d'une opinion publique : la réunion politique est aussi la première étape d'une intervention active du peuple dans l'espace public. Y sont adoptées les motions qui seront ensuite exportées hors de la société pour influencer sur les corps administratifs constitués, ou pour se substituer à leur action. Mais, dans l'immédiate mémoire parlementaire, celle du Directoire, si la réunion politique tend à déborder de la discussion vers l'action, ce peut être aussi en ce que le talent de quelques orateurs parvient à décider immédiatement les participants à la réunion à agir.

Dans son *Histoire des larmes*, Anne Vincent-Buffault souligne que « selon les témoignages de l'époque [révolutionnaire] on a pleuré souvent dans un climat d'intensité émotionnelle étonnant » (60). Et l'on ne peut en effet conclure cette analyse de ce que signifie participer aux réunions des Clubs jacobins de l'ancienne Provence, sans relever l'abondance, dans les procès-verbaux rendant compte des réunions, de descriptions d'émotions et

(59) *Ibid.*, Eschassériaux, 3 thermidor an V.

(60) Anne VINCENT-BUFFAULT, *Histoire des larmes, XVIII^e siècle-XIX^e siècle*, Paris, Rivages, 1986, pp. 84-95.

de sentiments collectifs. Les participants aux réunions sont décrits comme étant tour à tour pris d'émotion collective, au sens de bouleversement tendant au larmes, ou de sentiments collectifs, de la révolte, de l'indignation, jusqu'à la gamme des sentiments qui va de la joie à l'allégresse. Mais ce sont aussi l'amitié ou l'amour qui, souvent, gagneraient simultanément les cœurs de toutes les personnes présentes.

Anne Vincent-Buffaut marque son désaccord avec l'analyse faisant des débordements de larmes la conséquence de « la disparition subite des règles de conduite traditionnelles », et commence par rappeler que « les hommes du XVIII^e siècle n'ont [...] pas attendu la Révolution pour contracter l'habitude de pleurer ». L'auteur défend alors l'idée selon laquelle les partages de larmes des années 1789-1794 auraient plutôt une signification politique, en ce que l'émotion serait « témoignage de participation à des scènes de sociabilité généralisée » : « Ces pratiques lacrymogènes à la fois spontanées et codifiées par un modèle de communication sensible, forgent un lien social autour de la Constitution ». Pour le cas des procès-verbaux de réunion, il nous semble également nécessaire d'éviter de prendre systématiquement les émotions collectives décrites pour effectivement vécues par tous.

On a en partie affaire ici à une orientation due à un mode de description particulier. Le secrétaire peut en effet réaliser trois parcours possibles pour affirmer, dans le procès-verbal, que tout le monde est pris du même sentiment. Le plus fréquent consiste à déduire de certaines attitudes observées chez un grand nombre de personnes présentes à la réunion, leurs sentiments, lesquels sont étendus ensuite à l'ensemble de l'assemblée. Le second parcours que l'on observe dans les procès-verbaux étudiés consiste à reprendre les sentiments exprimés par le président du Club, en les élargissant à l'ensemble des personnes présentes, procédé qui est parfois explicitement posé. Le président est en effet souvent désigné comme l'interprète légitime des sentiments de la société. Enfin, le secrétaire s'appuie aussi sur ses propres sentiments pour faire la description des sentiments collectifs. Les joies et indignations qu'il décrit ne sont vraisemblablement pas opposées aux siennes. Ainsi, s'il est possible qu'il existe un registre émotionnel spécifique à la période révolutionnaire, il n'en faut pas moins garder à l'esprit que ceux qui rédigeaient les procès-verbaux de réunion des Clubs avaient en charge de donner l'image d'une société unanime, dans ses idées, mais aussi dans ses sentiments.

Paula COSSART
Institute for Advanced Study
School of Social Science – Princeton
25, Earle Lane – Princeton
NJ 08540, USA
cossart@ias.edu